

**Art. 3.** Est approuvé le plan adopté par le Conseil d'administration de l'Université de l'Etat à Mons à la date du 28 septembre 1982 tel que précisé aux dates des 10 et 16 novembre 1982.

**Art. 4.** Est approuvé sous réserve le plan adopté par le Conseil d'administration de l'Université Libre de Bruxelles à la date du 30 septembre 1982, tel que précisé à la date du 17 novembre 1982. Cette réserve est motivée par le fait que les recettes prévues au point 8.B.4 du plan ne sont pas retenues comme une mesure d'assainissement.

Le Conseil d'administration doit, conformément à l'article 2<sup>ter</sup> de l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982 modifié par l'arrêté royal n° 168 du 30 décembre 1982, proposer les mesures supplémentaires adéquates.

**Art. 5.** Est approuvé sous réserve le plan adopté par le Conseil d'administration de l'Université de l'Etat à Liège à la date du 29 septembre 1982, tel que précisé à la date du 12 novembre 1982.

Cette réserve est motivée :

a) par le fait que l'institution n'a pas tenu compte de la résorption du supplément de subsides prévu par l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, telle que prévue par l'arrêté royal n° 165 du 30 décembre 1982 relatif à l'abrogation de l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires;

b) et par le fait que la force obligatoire donnée par le présent arrêté à la mesure proposée par l'institution selon les règles déterminées à l'article 2<sup>bis</sup>, § 1, 2°, de l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982, par l'arrêté royal n° 168 du 30 décembre 1982, entraîne pour l'institution des charges qui n'ont pas été prévues dans le plan.

Le Conseil d'administration doit, conformément à l'article 2<sup>ter</sup> de l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982, modifié par l'arrêté royal n° 168 du 30 décembre 1982, proposer les mesures supplémentaires adéquates.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Notre Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 6 janvier 1983.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Education nationale,  
**M. TROMONT**

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE

F. 83 — 232

Arrêté royal approuvant le plan d'assainissement  
de la « Rijksuniversiteit te Gent »

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal n° 82 relatif à l'assainissement des institutions universitaires déficitaires stipule que le Conseil d'Administration des institutions qui accusaient au 31 décembre 1981 un déficit pour un de leurs comptes annuels sont tenus de proposer des mesures non seulement pour résorber le déficit cumulé mais également pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses et pour compenser la résorption du supplément d'allocation prévu à l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971.

La Rijksuniversiteit te Gent est visée par cet arrêté royal n° 82. Le présent arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à approuver le plan d'assainissement proposé par le Conseil d'Administration.

Les mesures proposées figurent à l'annexe II, jointe au dossier administratif de l'Université de l'Etat à Gand, et portant la référence AC/NV/82 - 1159 du 29 septembre 1982.

**Art. 3.** Wordt goedgekeurd het plan aangenomen door de Raad van Beheer van de « Université de l'Etat à Mons » op 28 september 1982, zoals nader bepaald op data van 10 en 16 november 1982.

**Art. 4.** Wordt goedgekeurd onder voorbehoud het plan aangenomen door de Raad van Beheer van de « Université Libre de Bruxelles » op 30 september 1982, zoals nader bepaald op 17 november 1982. Dit voorbehoud wordt gemotiveerd gezien de inkomsten bepaald in punt 8.B.4 van het plan niet weerhouden worden als een maatregel tot sanering.

De Raad van Beheer dient, overeenkomstig artikel 2<sup>ter</sup> van het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 165 van 30 december 1982, de passende bijkomende maatregelen voor te stellen.

**Art. 5.** Wordt goedgekeurd onder voorbehoud het plan aangenomen door de Raad van Beheer van de « Université de l'Etat à Liège » op 29 september 1982, zoals nader bepaald op datum van 12 november 1982.

Dit voorbehoud wordt gemotiveerd :

a) gezien geen rekening werd gehouden met de afbouw van het toelagesupplement voorzien bij artikel 35 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 165 van 30 december 1982, tot opheffing van artikel 35 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen;

b) en gezien de bindende kracht verleend bij dit besluit aan de maatregel voorgesteld door de instelling volgens de regelen bepaald in artikel 2<sup>bis</sup>, § 1, 2° van het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 168 van 30 december 1982, financiële lasten voor de instelling veroorzaakt, die niet voorzien werden in het plan.

De Raad van Beheer dient, overeenkomstig artikel 2<sup>ter</sup> van het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 168 van 30 december 1982, de passende bijkomende maatregelen voor te stellen.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 7.** Onze Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 6 januari 1983.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Onderwijs,  
**M. TROMONT**

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING  
EN NEDERLANDSE CULTUUR

N. 83 — 232

Koninklijk besluit tot goedkeuring van het saneringsplan  
van de Rijksuniversiteit te Gent

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit nr. 82 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen bepaalt dat de Raad van Beheer van de instellingen die op 31 december 1981 een deficit hebben op één van hun jaarrekeningen, maatregelen moeten voorstellen, niet alleen om het gecumuleerd deficit weg te werken maar eveneens om een evenwicht tussen ontvangsten en uitgaven tot stand te brengen en de afbouw van het toelagesupplement voorzien bij artikel 35 van de wet van 27 juli 1971 te verwerken.

De Rijksuniversiteit te Gent valt onder toepassing van dit besluit. Onderhavig koninklijk besluit strekt ertoe het door de Raad van Beheer voorgestelde saneringsplan goed te keuren.

De erin opgenomen maatregelen worden vermeld in de bijlage II gevoegd bij het administratief stuk van de Rijksuniversiteit te Gent met de referentie AC/NV 82 - 1159 van 29 september 1982.

Nous estimons que la réalisation des mesures proposées par le Conseil d'Administration de la « Rijksuniversiteit te Gent » correspond au but visé par l'arrêté royal n° 82.

Pour plus de détails et la confirmation des réductions budgétaires proposées, nous nous permettons de renvoyer aux documents administratifs, à savoir la lettre du Commissaire du Gouvernement du 6 octobre 1982 notamment les annexes I à VIII et la lettre du 8 novembre 1982 relative au plan d'assainissement de la « Rijksuniversiteit te Gent » approuvé en séance du Conseil d'Administration le 5 novembre 1982.

Ce plan résorbe le déficit cumulé en prévoyant un financement de 187 millions de francs provenant du patrimoine propre.

L'équilibre entre les recettes et les dépenses est rétabli par réduction de l'effectif en personnel et par des mesures d'accompagnement impliquant des économies à faire figurer au budget, (en millions de F.), à savoir :

94,3 (1983); 132,8 (1984); 173,8 (1985); 213,8 (1986); 254,7 (1987); 300,4 (1988); 343,1 (1989).

Le plan d'assainissement tient compte d'une réduction linéaire de l'allocation supplémentaire légale, étalée sur une période de 7 années (art. 35 de la loi de financement). L'arrêté royal n° relatif à la suppression de l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires prévoit une réduction moins rapide de l'allocation supplémentaire. Ceci entraîne pour l'institution concernée une recette supplémentaire qui lui permet de procéder au remboursement de 187 millions au patrimoine propre. Il incombe au Conseil d'Administration de déterminer quand et selon quelles modalités l'institution sera à même de respecter cette obligation naturelle.

En ce qui concerne la demande du Conseil d'Etat visant à ce que les plans d'assainissement approuvés soient annexés à l'arrêté royal d'approbation, le Gouvernement est d'avis qu'il ne faut pas y répondre positivement. Il s'agit de mesures ressortissant de la compétence du Conseil d'Administration, il n'y a pas lieu de les publier au *Moniteur belge*. S'il s'agit de dispositions réglementaires ou légales, le Gouvernement rappelle que celles-ci font l'objet de l'arrêté royal n° 82, relatif à l'assainissement des institutions universitaires déficitaires, tel que modifié. Quant à l'information des membres du personnel concernés sur leur situation juridique, l'institution elle-même doit communiquer à tout son personnel les mesures proposées par le Conseil d'Administration. C'est pourquoi le Gouvernement s'est limité à citer les références des pièces administratives émanant du Conseil d'Administration et du Commissaire de Gouvernement auprès de la « Rijksuniversiteit te Gent ».

Pour le reste le projet est adapté intégralement à l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 décembre 1982.

N'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très humble  
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 3 décembre 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° .... « approuvant le plan d'assainissement de l'Université à Gand », a donné le 15 décembre 1982 l'avis suivant :

Eu égard au bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit limiter son avis aux observations qui suivent.

Le projet d'arrêté royal numéroté vise à approuver le plan d'assainissement que le Conseil d'Administration du Rijksuniversiteit te Gent a lui-même approuvé en séance du 28 septembre 1982 et que ce même Conseil d'Administration a, selon l'article 2 du présent projet, « complété » en séance du 5 novembre 1982.

Wij menen dat de realisatie van de door de Raad van Beheer R.U.G. voorgestelde maatregelen aan het doel van het koninklijk besluit nr. 82 beantwoordt

Voor de nadere precisering en staving van de voorgestelde budgettaire verminderingen verwijzen we naar de ambtelijke stukken met name het schrijven van de heer Regeringscommissaris d.d. 6 oktober 1982 meer bepaald naar de bijlagen I tot en met VIII en naar zijn schrijven d.d. 8 november 1982 met advies over de door de Raad van Beheer van 5 november 1982 goedgekeurde explicite van het saneringsplan R.U.G.

Door dit plan wordt het gecumuleerd deficit weggewerkt door de financiering van 187 miljoen frank uit het eigen vermogen.

Het evenwicht tussen ontvangsten en uitgaven wordt hersteld door vermindering van de personeelseffektieven en begeleidende maatregelen welke volgende, in de begroting op te nemen besparingen inhouden (in miljoenen).

94,3 (1983); 132,8 (1984); 173,8 (1985); 213,8 (1986); 254,7 (1987); 300,4 (1988); 343,1 (1989).

In het saneringsplan wordt gerekend met een lineaire afbouw over 7 jaar van het wettelijk toelagesupplement (art. 35 van de financieringswet). In het koninklijk besluit nr. tot opheffing van artikel 35 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt een meer geleidelijke afbouw van het toelagesupplement bepaald. Hierdoor ontstaat voor de instelling een meerontvangst die haar toelaat 187 000 000 F aan het Eigen Vermogen terug te storten. Het komt de Raad van Beheer toe te bepalen, wanneer en hoe de instelling in staat zal zijn deze natuurlijke verbintenis na te komen.

Wat de vraag van de Raad van State betreft om het goedgekeurde saneringsplan als bijlage te voegen bij het goedkeuringsbesluit, meent de regering hierop niet te moeten ingaan. Voor zover het maatregelen betreft die behoren tot de bevoegdheid van de Raad van Beheer is er geen reden tot bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Betreft het reglementaire of wettelijke beschikkingen dan herinnert de regering eraan dat deze het voorwerp uitmaken van het koninklijk besluit nr. 82 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen, zoals gewijzigd. Opdat de betrokken personeelsleden hun rechtstoestand zouden kennen, dient de instelling zelf de door de Raad van Beheer voorgestelde maatregelen aan al haar personeelsleden bekend te maken. Om deze reden heeft de regering zich beperkt tot het citeren van de referenties van de voornoemde administratieve stukken uitgaand van de Raad van Beheer en de Regeringscommissaris van de Rijksuniversiteit te Gent.

Voor het overige werd het ontwerp integraal aangepast aan het advies van de Raad van State gegeven de 15e december 1982.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e december 1982 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. .... « tot bekrachtiging van het saneringsplan van de Rijksuniversiteit te Gent », heeft de 15e december 1982 het volgende advies gegeven :

Ingevolge de opgelegde korte termijn moet het advies worden beperkt tot de hierna volgende opmerkingen.

Het ontwerp van koninklijk besluit nr. .... strekt tot « bekrachtiging » van het saneringsplan dat de Raad van Beheer van de Rijksuniversiteit te Gent in zijn vergadering van 28 september 1982 heeft goedgekeurd en dat dezelfde Raad in zijn vergadering van 5 november 1982, naar luid van artikel 2 van het onderhavige ontwerp, heeft « vervolledigd ».

Le procès-verbal de la séance du 28 septembre 1982 précitée, que le délégué du Ministre a communiqué au Conseil d'Etat, énonce sous la rubrique « Position de principe », point 4 : « Si la Rijksuniversiteit te Gent est actuellement déficitaire, il faut en rechercher la raison dans l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, qui impose une charge supplémentaire à l'Université et qui, en limitant le supplément d'allocation à partir de l'année 1978, compromet en outre le fonctionnement de l'Institution ».

L'article 1er du projet d'arrêté royal numéroté, répertorié au Conseil d'Etat sous le numéro 15.126, a pour objet d'abroger l'article 35 de la loi susmentionnée. Selon le rapport au Roi précédant le projet susvisé, cette abrogation s'accompagne « d'une réduction budgétaire progressive des suppléments » (voir les articles 2 et 3 du projet précité) et est assortie d'« un système de mesures d'accompagnement » (voir les articles 4 et 5 du projet susvisé). Les dispositions de ce projet s'appliquent également au Rijksuniversiteit te Gent.

Il se peut que l'un des éléments essentiels qui ont été pris en considération pour la conception du plan d'assainissement précité doive par conséquent être modifié fondamentalement dans un sens favorable ou défavorable. Il y a lieu de souligner par ailleurs que le projet d'arrêté royal numéroté, répertorié au Conseil d'Etat sous le numéro 15.185, se propose de modifier profondément l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982 relatif à l'assainissement des finances des institutions universitaires déficitaires.

L'arrêté royal n° 82 a ceci de particulier que l'approbation qu'il prévoit est donnée inconditionnellement par un arrêté royal à prendre en exécution de la loi des pouvoirs spéciaux du 2 février 1982, au plus tard le 31 décembre 1982, alors que, dans le système de l'arrêté modificatif précité, l'approbation peut être donnée sous réserve et toujours par un arrêté royal pris, même après le 31 décembre 1982, dans l'exercice du droit de contrôle, dont le Gouvernement dispose à l'égard des institutions universitaires précitées, tel qu'il est élargi par cet arrêté modificatif.

Il résulte de ce qui précède qu'au moment de la fixation définitive du présent arrêté royal, le Gouvernement devra examiner si, à la suite de l'arrêté modificatif précité, il n'y aura pas lieu d'adapter la conception et la rédaction du présent projet.

La sécurité juridique requiert que le plan d'assainissement approuvé soit annexé à l'arrêté d'approbation.

Enfin, l'on écrira dans le texte français de l'intitulé ainsi que des articles 1er et 2 du projet, « Rijksuniversiteit te Gent ».

La chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président;  
H. Coremans; Gh. Tacq, conseillers d'Etat;  
F. De Kempeneer; J. Gijssels, assesseurs de la section de législation;  
L. Van Den Abeele, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. Tacq.

Le rapport a été présenté par M. H. Verhulst, auditeur.

Le greffier,  
L. Van Den Abeele.

Le président,  
H. Adriaens.

6 JANVIER 1983. — Arrêté royal  
approuvant le plan d'assainissement  
de la « Rijksuniversiteit te Gent »

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982 relatif à l'assainissement des finances des institutions universitaires déficitaires, modifié par l'arrêté royal n° 168 du 30 décembre 1982;

De notulen van de voornoemde vergadering van 28 september 1982, die de gemachtigde van de Minister aan de Raad van State heeft medegedeeld, relateren onder de rubriek « Principiële stellingname » punt 4 het volgende : « Indien de Rijksuniversiteit te Gent thans deficitair is, dient de oorzaak gezocht te worden in artikel 35 van de wet van 27 juli 1971 (op de financiering en de controle van de universitaire instellingen) dat een zware supplementaire last op de Rijksuniversiteit legt en bovendien door de afremming van het toelagesupplement sedert 1978, de werking van de instelling in het gedrang brengt ».

Artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit nr. ...., gerepertorieerd in de Raad van State onder nummer 15.126, strekt tot opheffing van het voornoemde wetsartikel 35. Volgens het verslag aan de Koning betreffende het voornoemde ontwerp gaat die opheffing gepaard met een « budgettaire geleidelijke afbouw der supplementen » (de artikelen 2 en 3 van het voornoemde ontwerp) en met « een systeem van begeleidende maatregelen » (de artikelen 4 en 5 van het voornoemde ontwerp). De bepalingen van dit ontwerp zijn ook toepasselijk op de Rijksuniversiteit te Gent.

Het is mogelijk dat een van de essentiële gegevens die in aanmerking werden genomen voor de opvatting van het voornoemde saneringsplan, aldus fundamenteel in gunstige of ongunstige zin zou moeten gewijzigd worden. Daarenboven dient nog te worden aangestipt dat het ontwerp van koninklijk besluit nr. ...., gerepertorieerd in de Raad van State onder nummer 15.185, strekt tot grondige wijziging van het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen.

Kenmerkend voor dit koninklijk besluit nr. 82 is dat de « bekrachtiging » onvoorwaardelijk wordt gegeven bij een koninklijk besluit genomen met toepassing van de bijzondere-machtenwet van 2 februari 1982, ten laatste op 31 december 1982, terwijl volgens het voornoemde wijzigingsbesluit de « goedkeuring » onder voorbehoud kan worden gegeven en steeds bij een koninklijk besluit genomen, ook na 31 december 1982, in de uitoefening van het bij dit wijzigingsbesluit uitgebreid controlerecht dat de Regering ten opzichte van de voornoemde Rijksuniversiteit heeft.

Uit het ene en het andere volgt dat bij de definitieve vaststelling van het onderhavige koninklijk besluit de Regering zal moeten nagaan of ingevolge het voornoemde wijzigingsbesluit de opvatting en de redactie van het onderhavige ontwerp niet behoren te worden aangepast.

Terwille van de rechtszekerheid is het geboden het goedgekeurde saneringsplan als bijlage te voegen bij het goedkeuringsbesluit.

Tenslotte schrijve men in de Franse tekst van het opschrift en van de artikelen 1 en 2 van het ontwerp « Rijksuniversiteit te Gent ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter;  
H. Coremans; Gh. Tacq, staatsraden;  
F. De Kempeneer; J. Gijssels, assessor van de afdeling wetgeving;  
L. Van Den Abeele, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Gh. Tacq.

Het verslag werd uitgebracht door de heer H. Verhulst, auditeur.

De griffier,  
L. Van Den Abeele.

De voorzitter,  
H. Adriaens.

6 JANUARI 1983. — Koninklijk besluit  
tot goedkeuring van het saneringsplan  
van de Rijksuniversiteit te Gent

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 168 van 30 december 1982;